

Le Réseau recherche-action sur le mariage des enfants (le CRANK) Prévenir le mariage des enfants : les moyens efficaces à grande échelle

Réunion du CRANK du 28 juillet 2022 – Principaux enseignements tirés

Points principaux :

- Des **approches convergentes, multisectorielles et à plusieurs niveaux** sont essentielles à tout programme à grande échelle visant à prévenir le mariage des enfants et à promouvoir des attitudes et des comportements respectueux de l'égalité des genres.
- **Les programmes à grande échelle peuvent contribuer au report du mariage des enfants** lorsqu'ils améliorent le revenu familial et éliminent les incitations financières à marier les enfants.
- **Il ne suffit pas de donner de l'argent pour prévenir le mariage des enfants.** Les interventions doivent mobiliser les adolescentes *et* les adolescents pour changer les normes sociales concernant le mariage des mineures. Elles doivent également mobiliser les parents, les enseignant·e·s et les membres de la communauté pour promouvoir des attitudes et des comportements respectueux de l'égalité des genres.
- **On doit élargir les possibilités économiques des femmes** pour inciter les filles à opter pour les études plutôt que le mariage.
- **Le personnel du travail social joue un rôle important dans la mise en œuvre d'interventions à grande échelle** : il répertorie les cas de mariages d'enfants et effectue un suivi auprès des filles mariées pour veiller à les orienter vers les services appropriés.
- **Les programmes doivent investir dans le renforcement des capacités des prestataires de services** de manière à garantir des services de qualité adaptés aux adolescent·e·s et un accès approprié aux services qui existent déjà.
- **Pour être réussies, les interventions à grande échelle nécessitent des investissements continus** dans la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et l'adaptation (fondée sur des données probantes) des programmes.

Rachel Yates : introduction

- En dépit des progrès vers la fin du mariage des enfants de la dernière décennie, nous ne sommes pas en voie de réaliser les Objectifs de développement durable. Nous devons envisager de nouvelles approches pour accélérer les progrès et relever de nouveaux défis, comme l'augmentation des risques liés aux changements climatiques, aux chocs humanitaires et à la COVID-19.
- Pour veiller à l'efficacité des interventions par rapport aux coûts, nous devons arrêter de réfléchir en vase clos : comment pouvons-nous parvenir à des résultats dans de nombreux aspects du bien-être des adolescentes à l'aide de nos interventions et de nos investissements ?
- En plus d'intégrer pleinement la question du mariage des enfants dans tous les secteurs, nous devons remédier aux normes sociales préjudiciables et élargir la portée des programmes liés aux normes sociales, ce qui nécessite des interventions intensives aux niveaux national et sous-national.

Priyanka Deb, programme Kanyashree Prakalpa au Bengale-Occidental, en Inde

- Kanyashree Prakalpa est un programme public fondé sur une double stratégie :
 1. Des transferts monétaires en deux étapes assujettis à des conditions comme fréquenter l'école et ne pas se marier avec son 18^e anniversaire. Les fonds sont versés directement aux filles pour garantir leur accès aux services financiers.
 2. Des interventions « cash plus » (transferts monétaires combinés à des interventions complémentaires) pour aider à changer les perceptions, les comportements et les aspirations des filles et de leurs familles et créer un environnement porteur, notamment au moyen de clubs Kanyashree dans les écoles et d'aiguillage vers des visites médicales par la mobilisation des communautés.
- Près de 8 millions de filles participent au programme au Bengale-Occidental. Kanyashree Prakalpa réduit le risque de mariage précoce de ces filles et renforce l'accès au système financier de celles qui terminent leurs études en veillant à ce qu'elles possèdent toutes un compte bancaire.
- L'administration du programme comporte un certain nombre de défis, notamment en raison de la diversité de la population de l'État : variété de langues, religions et normes sociales, régions éloignées, accès limité en raison de la pandémie, etc.
- Des mécanismes de mise en œuvre et de suivi sont en place dans les districts de l'État/les établissements d'enseignement. Des fonds sont constamment transférés de part et d'autre et les filles sont orientées vers des services à différents niveaux. Un suivi constant permet d'assurer le bon déroulement du programme.
- On doit remédier au mariage des enfants de manière convergente – à savoir, en intégrant deux entités distinctes ou plus comme des secteurs, des programmes, des départements, des organismes ou des niveaux de mise en œuvre pour collaborer à l'atteinte d'un objectif commun¹ – et, de préférence, au moyen d'une approche ascendante. Voilà pourquoi le programme Kanyashree Prakalpa soutient les plans d'action des districts plutôt qu'un plan d'action de l'État.
- Les adolescentes et les adolescents constituent un important groupe cible des interventions : pour changer les normes liées au mariage de filles mineures, les garçons doivent aussi avoir accès à des informations et à des messages sur le mariage des enfants.
- Nous procédons actuellement à la consignation de tous les mariages d'enfants qui ont lieu et effectuons un suivi auprès des filles mariées pendant l'enfance pour veiller à ce qu'elles aient accès aux services publics jusqu'à leur majorité.

Seleshe Tadesse, Productive Safety Net Programme (PSNP), en Éthiopie

- Contexte : un solide cadre juridique et politique contre le mariage des enfants au pays, ainsi qu'une feuille de route nationale chiffrée sur le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines depuis 2019 et une alliance nationale visant à mettre fin à ces pratiques préjudiciables fondée en 2012.

¹ Pour en savoir plus à ce sujet, voir : <https://www.unicef.org/media/68221/file/GP-2020-Technical-Note-Convergent-Programming.pdf>

- Les difficultés économiques et la pauvreté figurent parmi les principales causes du mariage des enfants dans la majeure partie du pays, mais les normes sociales jouent aussi un rôle important, ce qui est pris en considération dans la feuille de route nationale.
- La pauvreté peut servir de « facteur d'incitation » de plusieurs façons : en poussant les familles à marier les filles dont elles ne peuvent subvenir aux besoins ; en incitant les familles à marier leurs filles pour recevoir un prix de la fiancée ; en incitant les filles à se marier plus jeunes, comme la dot a tendance à être plus modeste pour les filles plus jeunes ; en créant un environnement où il existe peu de possibilités autres que le mariage, notamment en matière d'éducation et d'emploi ; et parfois en poussant les filles à se marier de leur propre gré pour échapper à un travail salarié difficile.
- Les politiques de protection sociale tiennent non seulement compte de la pauvreté au niveau de la société, mais aussi au niveau de l'individu. Les stratégies de protection sociale publiques sont étroitement liées aux efforts en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des filles et des femmes pour les sortir de la pauvreté.

Fantahun Gobezie, PSNP, en Éthiopie

- Une stratégie de pleine intégration du genre – à savoir, une stratégie qui intègre les préoccupations et expériences des femmes et des hommes de manière à garantir les mêmes avantages – a été incluse dans l'élaboration de la quatrième version du PSNP, mais les interventions n'ont pas été clairement stipulées et ont échouées, ce qui a servi d'enseignement pour la cinquième version en cours.
- Enseignement tiré du programme « cash plus » : un tel programme peut contribuer au report du mariage des enfants, comme il améliore le revenu familial et élimine l'incitation financière à marier les enfants.
- Le personnel du travail social joue un rôle très important dans la mise en œuvre du PSNP : il répertorie les cas de mariages d'enfants et effectue un suivi auprès des enfants concernées. L'aiguillage vers les services sociaux disponibles (notamment pour prévenir et sanctionner le mariage des enfants) constitue également un nouvel aspect intégré à la cinquième version du PSNP, dans l'optique suivante :
 - Inclure les cas de mariages d'enfants dans les systèmes de protection de l'enfance.
 - Améliorer les liens avec les stratégies de changements sociaux et de comportements et accroître les connaissances quant à l'âge légal de mariage et les structures de soutien juridique disponibles.
 - Améliorer la capacité des bénéficiaires du PSNP à faire appel à des services de justice/services juridiques.
 - Fournir une assistance psychosociale et psychologique grâce à une gestion de cas exhaustive offerte par le personnel du travail social.
- Certains des principaux messages transmis informent des conséquences négatives du mariage des enfants sur la santé reproductive, les capacités d'emploi, l'autonomie et l'émancipation et signalent que le mariage des enfants constitue un acte criminel.
- Le PSNP comporte certains points faibles, notamment :
 - La fin du mariage des enfants n'est pas un objectif précis, comme le programme a une vaste portée et plusieurs objectifs.
 - Il manque de personnel du travail social qualifié pour la mise en place du programme et des services offerts.

- Les ressources financières investies dans le programme ne sont pas suffisantes.
- L'évaluation de mi-parcours est prévue pour janvier 2023.

Yvette Efevbera, Fondation Bill et Melinda Gates

- Pour s'assurer de mettre fin au mariage des enfants, nous devons tirer des enseignements des interventions à grande échelle en vue d'accélérer les investissements et d'élargir leur portée. Le Consortium des partenaires d'apprentissage sur le mariage des enfants a été créé à cette fin : pour nous aider à tirer des enseignements des réussites et des échecs et partager les données probantes partout dans le monde.
- Nous ne pouvons plus attendre pour changer la trajectoire des 12 millions de filles mariées chaque année avant leur 18^e anniversaire. Elles méritent d'être libres de choisir de se marier ou non, à quel moment et avec qui.
- À cette fin, nous pouvons faire trois choses :
 - Contribuer à créer un monde plus inclusif et respectueux de l'égalité des genres et pousser les limites quant à la façon dont nous travaillons avec les filles et les femmes et pour celles-ci.
 - Fonder nos approches sur des données probantes et mesurer nos réussites et nos échecs.
 - Mener conjointement des actions stratégiques.

Questions : participation des filles (dans toute leur diversité), des jeunes et des membres des communautés à l'élaboration du programme :

- Programme Kanyashree Prakaalpa au Bengale-Occidental : le programme a commencé par mobiliser les filles de l'ensemble des communautés au moyen de groupes de discussion afin de les informer de l'élaboration du programme et d'adapter constamment son contenu grâce à la participation des filles. Une fois « diplômées » du programme, les filles jouent le rôle d'agents de changement : elles deviennent des mentors pour les jeunes filles et continuent à contribuer au programme et à sa mise en œuvre.
- Programme PSNP en Éthiopie : l'inscription et la sélection des bénéficiaires représentent un élément crucial du processus. Les filles et différentes structures communautaires, notamment des groupes de femmes et de développement, aident à orienter le processus de sélection et d'inclusion.

Questions : coût des programmes :

- Programme Kanyashree Prakaalpa au Bengale-Occidental : le programme s'appuie sur une petite récompense annuelle, payée si la fille continue sa scolarité, et un transfert de fonds unique et plus substantiel si elle n'est toujours pas mariée à son 18^e anniversaire.
- Programme PSNP en Éthiopie : l'allocation cible varie d'une région à l'autre et a pour objectif de soutenir les revenus des ménages plutôt que de couvrir toutes les dépenses. Le montant est réévalué régulièrement et fondé sur des facteurs fluctuants comme les prix alimentaires. Le programme s'applique au niveau individuel. Aussi, plusieurs membres d'une même famille ou d'un même ménage peuvent être admissibles.

Questions : faire participer les filles les plus vulnérables, dont les filles vivant avec un handicap

- Programme Kanyashree Prakaalpa au Bengale-Occidental : en général, pour être admissible, il faut notamment ne pas être mariée, être en huitième année ou plus et être âgée d'au moins 13 ans. La condition de la

huitième année ne s'applique pas aux filles vivant avec un handicap, tant que ces dernières ont au moins 13 ans et fréquentent une quelconque école affiliée au programme. Le programme de transferts monétaires est la seule partie de la stratégie à deux volets en cours d'adaptation pour les filles vivant avec un handicap. Cependant, on examine également comment adapter le volet « cash plus ».

- Programme PSNP en Éthiopie : le programme cible plus de 8 millions de personnes au pays admissibles selon les critères de sélection, dont certaines vivant avec un handicap. Le personnel du travail social responsable de la gestion de cas, notamment de l'analyse des différentes ressources disponibles localement dans les communautés, veille à ce que les filles aux besoins uniques puissent être aiguillées vers les services adaptés pertinents.

Ressources des réunions : toutes les ressources des réunions sont disponibles sur la [page de la réunion](#) du CRANK. Notamment, l'ordre du jour, les enregistrements, les présentations, les rapports de recherche et les principaux messages.

Ressources partagées par les membres du CRANK :

- [Leveraging large scale sectoral programmes to prevent child marriage](#), UNICEF, 2022.
- [Ressources du programme Kanyashree au Bengale-Occidental](#).
- [Impact evaluation of the Integrated Safety Net Programme in the Amhara Region of Ethiopia: Baseline report](#), Bureau de recherche de l'UNICEF, Innocenti, 2020.
- [Ressources du Consortium des partenaires d'apprentissage sur le mariage des enfants](#).
- [Community for understanding scale up \(CUSP\)](#).
- **Kimia Ghomeshi, Oxfam Canada** : série d'apprentissage sur les enseignements tirés pour la prévention et la sanction de la violence à l'égard des femmes et des mariages d'enfants, précoces et forcés au Bangladesh, en Inde, en Indonésie, au Népal, aux Philippines et au Pakistan (2021-2022) :
 - [Influencing the influencers](#)
 - [Campaigning and advocacy to end child marriage: Case studies from the Philippines and Indonesia](#)
 - [Fostering survivor-centered response services](#)
 - [What works to advance women's economic empowerment \(WEE\)](#)
 - [Centering women's and girls' leadership to combat VAWG and CEFM](#)
- **Katy Chadwick, ActionAid R.-U.** : [Building power together: A girl-led research project 2022](#).
- **Silinganisiwe Dzumbunu, Accelerate hub** : [Multiple impacts of Ethiopia's Health Extension Program on adolescent health and well-being: A quasi-experimental study 2002–2013](#).
- **Emily Seaman, Norwegian Church Aid** - [Programme ENGAGE](#).